

II L'ŒCUMÉNISME AU MOYEN-ORIENT

(fin)

Le Conseil des Églises du Moyen-Orient, une structure œcuménique salubre

Problématiques et problèmes œcuméniques moyen-orientaux, réflexions théologiques, projets ou souhaits d'union, trouvent tous dans le Conseil des Églises du Moyen-Orient (CEMO) une institution salubre. Celle-ci est unique parmi les institutions œcuméniques à travers le monde, puisqu'elle est la seule à avoir l'Église catholique en tant que membre¹, mais elle est aussi singulière au Moyen-Orient, de part sa mission et son envergure. Cependant, l'histoire de sa fondation et de son développement ne contient pas que des pages glorieuses, car le CEMO affronte



ces dernières années de grandes difficultés qui l'ébranlent. Ce qui a des conséquences directes sur l'œcuménisme au Moyen-Orient.

Le CEMO, fruit d'un long processus œcuménique qui dura plusieurs décennies, fut créé en mai 1974², en Nicosie. À cette époque, trois familles ecclésiales le composaient : les orthodoxes orientaux, les orthodoxes et les protestants. Chaque Église devenait membre du Conseil à partir de la famille dont elle fait partie. Une quatrième famille rejoignit le CEMO en 1990, la famille des Églises catholiques.

Basé à Beyrouth et représenté dans plusieurs pays, le CEMO centre son activité autour de quatre objectifs :

- 1 - La continuité de la présence chrétienne, en particulier dans la lutte contre les causes d'une émigration tragique.
- 2 - Le renouvellement de la qualité spirituelle des Églises à travers et au-delà de leur identité socioculturelle.
- 3 - L'unité chrétienne.
- 4 - Le témoignage commun des Églises dans des sociétés pluri-religieuses.

Acquis et turbulences au sein du CEMO

Le CEMO joua un rôle incontestable durant plus de trois décennies sur le plan de l'œcuménisme. Le fait que presque

¹ L'Église catholique ne fait par exemple pas partie du Conseil œcuménique des Églises, mais y a juste un statut d'observateur.

² Par sa création, le CEMO remplaçait le Conseil des Églises du Proche-Orient, fondé dans les années 1960 et ayant comme membres les Églises protestantes moyen-orientales et l'Église syriaque orthodoxe.

toutes les Églises du Moyen-Orient y soient représentées, en plus de l'appui mondial et financier qu'il obtint, lui permirent de bénéficier d'une large manœuvre d'action. Gaby Hachem, prêtre grec catholique, théologien et responsable durant plusieurs années au sein du Conseil, en dresse un bilan. Il nous apprend que le CEMO s'appliqua à promouvoir un esprit nouveau permettant aux différentes Églises de vivre un âge d'or œcuménique. Guidées par ce Conseil, elles cheminèrent vers une forme de synodalité exprimée dans les multiples rencontres, consultations mutuelles et dialogues. Le mouvement œcuménique prit alors racine dans les diocèses, instituts et facultés de théologie et atteignit parfois les fidèles dans les paroisses. La formation œcuménique, proposée aux pasteurs ou promue dans les centres universitaires, donna beaucoup de fruits qui se manifestèrent dans les échanges et la collaboration au sein de l'Association des Instituts et Facultés de Théologie. Ensemble, les Églises témoignèrent de leur charité envers toutes les victimes des catastrophes naturelles survenues et des guerres déclenchées dans la région. Le Conseil cultiva de tout temps une politique de secours et de développement très efficace, car soutenue par l'expérience et la générosité de nombreux partenaires internationaux. Les premières initiatives dans le domaine des rencontres islamo-chrétiennes vinrent également du Conseil. Celui-ci s'empessa de créer une commission spéciale ainsi que le Groupe arabe pour le dialogue islamo-chrétien afin de prêter une attention particulière aux relations entre chrétiens et musulmans³.

Ainsi, le Conseil fut un exemple d'œcuménisme unique au monde et créa une méthode de travail que nulle autre instance mondiale n'aurait pu fournir, qu'elle fût catholique, orthodoxe ou réformée. Cependant, cela n'aurait pas pu être possible sans l'appui des Églises Occidentales, catholique et réformées.

Toutefois, un grave incident eut lieu le 20 avril 2010. Relaté par les médias, il révéla de grandes turbulences au sein du CEMO. Ce jour-là, lors d'une réunion du conseil exécutif à Amman (Jordanie), le patriarche grec orthodoxe de Jérusalem, Théophile III, jugea que le Secrétaire général (copte orthodoxe) Guirgis Saleh « paralysait l'effort œcuménique » et lui demanda de démissionner. Expliquant que le Conseil était devenu un « club privé » copte, le patriarche accusa de même l'évêque copte orthodoxe Bishoy de manquer de « loyauté et de dévouement » à la cause du CEMO. Saleh rejeta ces accusations et considéra les revendications de Théophile III

³ Gabriel HACHEM, « Les enjeux et les espoirs de la relance du Conseil des Églises du Moyen-Orient », in *POC* 062, 2012, p. 80-89.

comme illégales. La conséquence immédiate de cette altercation fut le retrait de l'Église copte orthodoxe du CEMO. Mais heureusement que cela ne dura pas longtemps et que cette Église qui représente les deux tiers des chrétiens du Moyen-Orient retourna au Conseil après des démarches de réconciliation. Cependant, une grande situation de paralysie naquit à la suite de cet incident, et révéla de profonds problèmes qui affectaient sérieusement le Conseil depuis des années, mettant en danger tout l'effort œcuménique au Moyen-Orient.

Mais quelle est la nature de ces problèmes ?

Gabriel Hachem dénombre trois crises majeures⁴ qui affectent le CEMO. La première est identitaire : les Églises membres étaient toujours prêtes à recevoir du CEMO, alors qu'en raison de ses difficultés, celui-ci aurait eu besoin d'elles ces dernières années sans pouvoir obtenir de leur part un soutien significatif. La deuxième est administrative : la compétence du personnel du CEMO, presque une centaine d'employés, n'était plus à la hauteur des exigences et responsabilités. La troisième est financière : la crise économique mondiale eut des conséquences directes sur les donateurs de fonds, et cela se ressentit d'une manière fâcheuse au CEMO qui se trouva, par ce fait, paralysé et endetté. Les mesures de sauvetage qui furent prises tardèrent à arriver et ne purent résoudre le problème.

Et maintenant, où va-t-on ?

Bien loin des trois décennies qui suivirent la fondation du CEMO, pleines d'espérance et de cheminement vers le rétablissement de la communion entre les Églises du Moyen-Orient, le bilan des quelques dernières années est attristant, et l'on peut se demander s'il s'agit d'une fin de partie pour l'œcuménisme au Moyen-Orient. Une lecture pessimiste s'inscrivant dans le sillage des prophéties de malheur annonçant la disparition des chrétiens d'Orient pourrait le supposer. Cependant, malgré les bémols de l'histoire – et les chrétiens d'Orient sont loin d'en être à leurs premiers –, beaucoup de facteurs d'espérance existent pour un redressement de la situation, et maints signes concrets au sein des communautés, voire dans le CEMO même, nous poussent à espérer en un changement positif de la situation.

⁴ Cf. l'article mentionné à la référence précédente et Antoine FLEYFEL, « Chrétiens d'Orient : Œcuménisme, fin de partie ? », in *Témoignage chrétien*, supplément web n. 3414, 18 octobre 2010.

Les premiers espoirs concernent le CEMO. Le 30 novembre 2011, le père Paul Rouhana, un grand spécialiste de l'œcuménisme, fut élu Secrétaire général, ce qui permit l'ouverture d'une nouvelle page au Conseil. Cependant, élu évêque au mois de juin 2012, Rouhana dut démissionner quelques mois plus tard à cause des exigences des deux tâches. Le père Michel Jalkh, moine Antonin maronite, œcuméniste avéré lui aussi, assume cette charge depuis avril 2013.



P. Paul Rouhana

Quant aux volontés des hiérarchies ecclésiastiques, malgré un semblant d'oubli de la question œcuménique chez certaines, beaucoup restent engagées sur les voies de la communion plénière. L'Église catholique ne cesse de le rappeler et l'ancien pape Benoît XVI effectua un acte fort à cet égard en convoquant un Synode pour les Églises du Moyen-Orient en 2010. L'Exhortation qu'il délivra en septembre 2012 au Liban souligna d'une manière claire et nette la nécessité, voire la centralité de l'œcuménisme pour l'avenir des chrétiens d'Orient, de leur témoignage et de leur présence sur les terres de leurs ancêtres.

En outre, les activités œcuméniques, les centres d'études, les rencontres, les colloques, les écrits et publications indiquent toutes⁵ que, loin de désespérer de la question, beaucoup de communautés chrétiennes orientales continuent à y croire et s'engagent sur ses chemins, l'une des voies royales du sérieux de leur enracinement dans le sol arabe. Dresser le bilan de tout ce qui se fait serait très long, mais mentionnons à titre d'exemple récent, la fondation du centre Liqaa (rencontre en arabe) par le patriarcat grec catholique en mai 2011. Celui-là s'engage dans de grands projets prometteurs, de dialogue œcuménique et interreligieux. Depuis, plusieurs activités eurent lieu dans ce sens.

Enfin, sans vouloir prétendre épuiser les signes d'espérance, fortes de leur foi en Dieu le Père de Jésus Christ, les Églises du Moyen-Orient croient que l'Esprit souffle toujours en elles, et qu'elles sont amenées par lui à demeurer toujours nouvelles, à s'engager sans arrêt dans leur recherche de la pleine communion ecclésiale, et à espérer là où d'autres n'espèrent plus.

Antoine FLEYFEL

⁵ Force est de constater que l'Œuvre d'Orient joue un rôle important à ce sujet, moyennant son aide et son appui aux Églises orientales catholiques.